

**Arrêté n° DDT/SEER/GMA/2023-029**

**reconnaisant l'existence et fixant les prescriptions spécifiques d'exploitation d'un plan d'eau  
sur la commune d'AUGIGNAC**

Le préfet de la Dordogne  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.211-1, L.214-3, R.214-39 et R.214-54 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne approuvé le 10 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Charente approuvé le 19 novembre 2023 ;

Vu le dossier de déclaration d'existence d'un plan d'eau déposé par l'indivision LEFEVRE et réceptionné le 03 juillet 2023 ;

Vu le projet d'arrêté adressé pour avis au bénéficiaire le 03 juillet 2023 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu l'absence de remarque du bénéficiaire aux termes de la procédure contradictoire ;

Considérant que ce plan d'eau est implanté sur le bassin versant du cours d'eau « Le Bandiat » ( masse d'eau FRFRR27\_1), cours d'eau de 1<sup>ère</sup> catégorie piscicole ;

Considérant la sensibilité du milieu vis-à-vis des opérations de vidange ;

Considérant que les modalités d'exploitation du plan d'eau doivent être réglementées pour garantir une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et sauvegarder les intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la Dordogne ;

**ARRÊTE**

## Chapitre I<sup>er</sup> : OBJET

### Article 1<sup>er</sup> :

L'indivision LEFEVRE est autorisée à poursuivre l'exploitation d'un plan d'eau sis sur la commune de AUGIGNAC, section B, parcelles n° 414 et 1885, sous réserve des prescriptions fixées par le présent arrêté.

Un plan de situation et une carte représentant le plan d'eau sont joints en annexe 1 au présent arrêté.

L'ouvrage concerné est visé dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. La rubrique associée, telle que définie au tableau annexé à l'article R.214-1 dudit code, est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha.	Déclaration

## Chapitre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

### Article 2 : Caractéristiques du plan d'eau

Commune	<b>Augignac</b>	Nom ou lieu-dit	<b>Fond de Pique</b>
Année de création	<b>Antérieur à 1993</b>	Situation cadastrale	<b>B 414 et 1885</b>
Surface	<b>13 600 m<sup>2</sup></b>	Volume estimé	<b>20 000 m<sup>3</sup></b>
Alimentation	<b>Cours d'eau</b>	Masse d'eau réceptrice	<b>Le Bandiat</b> <i>(1<sup>ère</sup> catégorie piscicole)</i>
Hauteur de la digue	<b>NC</b>	Revanche	<b>0,40 m</b>
Dispositif de vidange	<b>Moine à paroi centrale</b>	SEEF*	<b>Moine à paroi centrale</b>
Évacuateur de crue	<b>NC</b>	Code masse d'eau	<b>Le Bandiat FRFRR27_1</b>

\*SEEF : Système d'Évacuation des Eaux de Fond

ancien propriétaire :  
- Madame HARDY Francette

nouveaux propriétaires :  
- Indivision LEFEVRE

### Article 3 : Système d'évacuation des eaux de fond

Le plan d'eau est équipé de dispositifs (système du type moine, dérivation souterraine ou siphon) permettant que les eaux restituées au cours d'eau le soient dans des conditions de qualité et de température proches de celles du cours d'eau naturel.

Ce dispositif doit garantir en tout temps le maintien d'un débit minimum en aval de l'ouvrage de 2 litres par secondes conformément à l'article L. 214-18 du Code de l'Environnement.

Le système d'évacuation des eaux de fond devra être opérationnel dans un délai de 1 an suivant la date de délivrance du présent arrêté.

#### **Article 4 : Vidange du plan d'eau**

Les plans d'eau qui comprennent une digue et qui ne sont pas alimentés directement par la nappe phréatique ou par ruissellement, doivent pouvoir être entièrement vidangés. La périodicité des vidanges n'excède pas 5 ans.

Le débit de vidange est adapté à la capacité hydraulique du milieu récepteur afin de ne pas porter préjudice aux ouvrages publics et aux propriétés situés en aval.

Les eaux de vidange s'écoulant directement, ou par l'intermédiaire d'un fossé ou exutoire, dans un cours d'eau de première catégorie piscicole, la vidange du plan d'eau est interdite pendant la période du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars.

Cette interdiction n'est pas applicable aux vidanges réalisées pour la récolte du poisson des étangs exploités en élevage extensif, dès lors que la dernière vidange a été réalisée moins de trois ans auparavant.

Lorsque la dernière vidange réalisée pour la récolte de poissons remonte à plus de trois ans, le préfet peut déroger à l'interdiction, sur une partie de la période visée, sous condition de prescriptions particulières de mise en œuvre de dispositifs ou de modalités de vidange empêchant le colmatage ou la pollution du cours d'eau en aval. Le préfet peut déroger à l'interdiction sur toute la période en cas d'urgence.

#### **Dispositions relatives à l'information du service chargé de la police de l'eau**

Le service chargé de la police de l'eau est informé au moins quinze jours à l'avance de la date du début de la vidange et du début de la remise en eau. À cette fin, l'exploitant du plan d'eau transmet une déclaration d'intention de vidange.

La première vidange du plan d'eau, réalisée suite à la notification du présent arrêté, fait préalablement l'objet d'une notice d'incidence transmise au minimum 2 mois avant le début de l'opération.

Les modèles de ces documents sont disponibles sur le site des services de l'État en Dordogne.

#### **Dispositions relatives à la gestion des départs de sédiments**

Les dispositifs limitant les départs des sédiments sont régulièrement entretenus et opérationnels lors de la vidange.

Pour réduire la mobilisation et l'entraînement des sédiments à l'aval du plan d'eau, le débit de vidange est contrôlé par manœuvre et surveillance des organes de vidange afin de limiter la vitesse d'abaissement du niveau d'eau du plan d'eau, voire d'arrêter momentanément la vidange.

#### **Dispositions relatives à la qualité des eaux de vidange**

Durant la vidange, les eaux rejetées dans le cours d'eau respectent les valeurs suivantes en moyenne sur deux heures :

- matières en suspension (MES) : inférieure à 1 gramme par litre ;
- ammonium (NH<sub>4</sub><sup>+</sup>) : inférieure à 2 milligrammes par litre ;
- teneur en oxygène dissous (O<sub>2</sub>) : supérieure à 3 milligrammes par litre.

La qualité des eaux de vidange doit être particulièrement surveillée ou vérifiée dans les dernières heures de la vidange où le risque de transport des sédiments de fond est le plus fort.

Les opérations de vidange sont réalisées sous la responsabilité du propriétaire qui doit prendre toutes les dispositions de surveillance et de mesures pour respecter ces valeurs.

L'exploitant est réputé respecter les valeurs de qualité fixées ci-dessus dès lors qu'il respecte une vitesse maximale d'abaissement de la ligne d'eau ne conduisant pas à dépasser le débit de plein bord du cours d'eau et qu'il dispose d'un système de décantation avant remise des eaux au cours d'eau. Dans le cas contraire, l'exploitant doit transmettre au service de la police de l'eau un protocole de suivi de la qualité des eaux rejetées.

#### Dispositions relatives à la gestion des espèces

Pour tous les plans d'eau, l'opération de vidange est conduite de manière à permettre la récupération de tous les poissons et crustacés entraînés par le flux de la vidange, afin notamment d'éviter le passage des espèces indésirables dans le milieu récepteur.

Les individus des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, non représentées sur le territoire français, et des espèces exotiques envahissantes sont détruits dans les meilleurs délais.

Les espèces de plantes exotiques envahissantes sont détruites par divers moyens adaptés et respectueux des enjeux environnementaux, notamment par curage, par mise à sec prolongée ou par des techniques spécifiques.

#### **Article 5 : Remplissage du plan d'eau**

Le remplissage du plan d'eau après l'opération de vidange est interdit au cours de la période allant du 15 juin au 30 septembre. En fonction de la situation hydrologique des cours d'eau, le préfet peut localement modifier cette période; il convient de consulter le site internet des services de l'État en Dordogne afin de connaître les dispositions applicables.

Le remplissage doit être progressif de façon à maintenir à l'aval du prélèvement le débit réservé fixé à l'article 3 du présent arrêté.

#### **Article 6 : Empoisonnement du plan d'eau**

Si l'exploitant du plan d'eau souhaite empoisonner le plan d'eau, l'introduction de poissons doit provenir de piscicultures agréées.

L'introduction d'individus des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, non représentées sur le territoire français, et des espèces exotiques envahissantes est interdite.

Il est interdit d'introduire dans le plan d'eau des poissons d'espèce suivante : brochet, sandre, black-bass, perche.

#### **Article 7 : Entretien du plan d'eau**

Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus et les opérations de vidange régulièrement surveillées de manière à garantir le bon écoulement des eaux et le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ainsi que ceux destinés à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements et déversements.

L'exploitant entretient et maintient fonctionnels les dispositifs établis si nécessaire pour assurer ses obligations en matière de continuité écologique et de débit minimal restitué à l'aval.

L'exploitant est tenu d'entretenir le plan d'eau et ses abords, y compris la digue sur laquelle aucune végétation ligneuse ne doit être maintenue, et, le cas échéant, les dispositifs d'alimentation (partiteur, canaux de dérivation, etc.).

Hors entretien courant, le service chargé de la police de l'eau est tenu informé des dates de réalisation des opérations d'entretien significatives au moins quinze jours avant leur démarrage, sauf dans les cas où l'urgence impose une intervention immédiate.

#### **Article 8 : Incident**

En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, l'exploitant prend immédiatement toutes les dispositions nécessaires, pouvant aller le cas échéant jusqu'à l'interruption des travaux ou la suspension de l'exploitation, afin de limiter les effets sur le milieu ou sur l'écoulement des eaux et d'éviter qu'il ne se reproduise. Il informe également dans les meilleurs délais le service chargé de la police de l'eau.

#### **Article 9 : Suivi de la gestion du plan d'eau**

L'exploitant tient à jour un carnet de suivi de la gestion du plan d'eau et de ses vidanges. Il contient :

- l'ensemble des manœuvres de vannes effectuées ;
- les principales opérations d'entretien réalisées ;
- les incidents survenus et les mesures mises en œuvre pour les corriger ;
- les suivis associés aux opérations de vidange ;
- le descriptif des empoisonnements réalisés (espèces, quantités, provenance, etc.).

Ce carnet est tenu à la disposition des agents chargés des contrôles.

#### **Article 10 : Changement de bénéficiaire**

En cas de vente, le nouveau propriétaire devra signaler le changement de bénéficiaire au service en charge de la police de l'eau dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, conformément à l'article R.214-40-2 du code de l'Environnement.

#### **Article 11 : Accès aux installations**

Les agents chargés des contrôles ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités visés par le présent arrêté, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### **Article 12 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 13 : Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

#### **Article 14 : Publication et information des tiers**

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune où est situé l'étang, pour affichage pendant une durée d'un mois, pour information des tiers.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet des services de l'État en Dordogne (<https://www.dordogne.gouv.fr>) pendant une durée minimale de 6 mois.

### **Article 15 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Bordeaux :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de sa publication ;
- par le permissionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

À peine d'irrecevabilité de tout recours à l'encontre de la présente décision, le déclarant doit, dans un délai de deux mois suivant la notification de celle-ci saisir préalablement le préfet en recours gracieux qui statue alors après avis de la commission compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques, devant laquelle le déclarant peut demander à être entendu.

Conformément à l'article R.214-36 du code de l'environnement, le silence gardé par l'administration sur la demande déposée par le déclarant auprès du préfet pendant plus de quatre mois emporte décision de rejet.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

### **Article 16 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Dordogne, le maire de la commune de AUGIGNAC, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne et notifié à l'indivision LEFEVRE.

Périgueux, le **21 NOV. 2023**

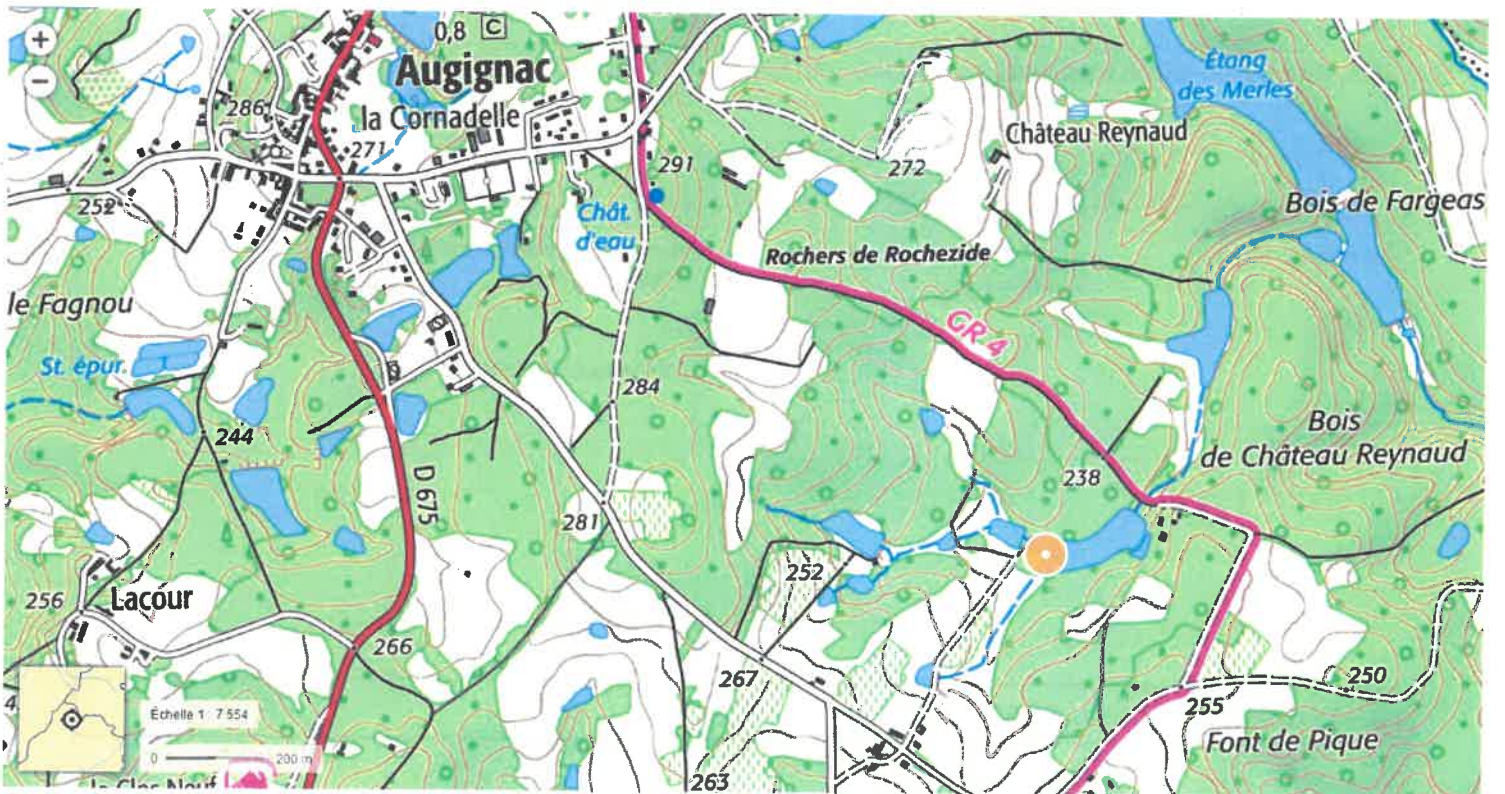
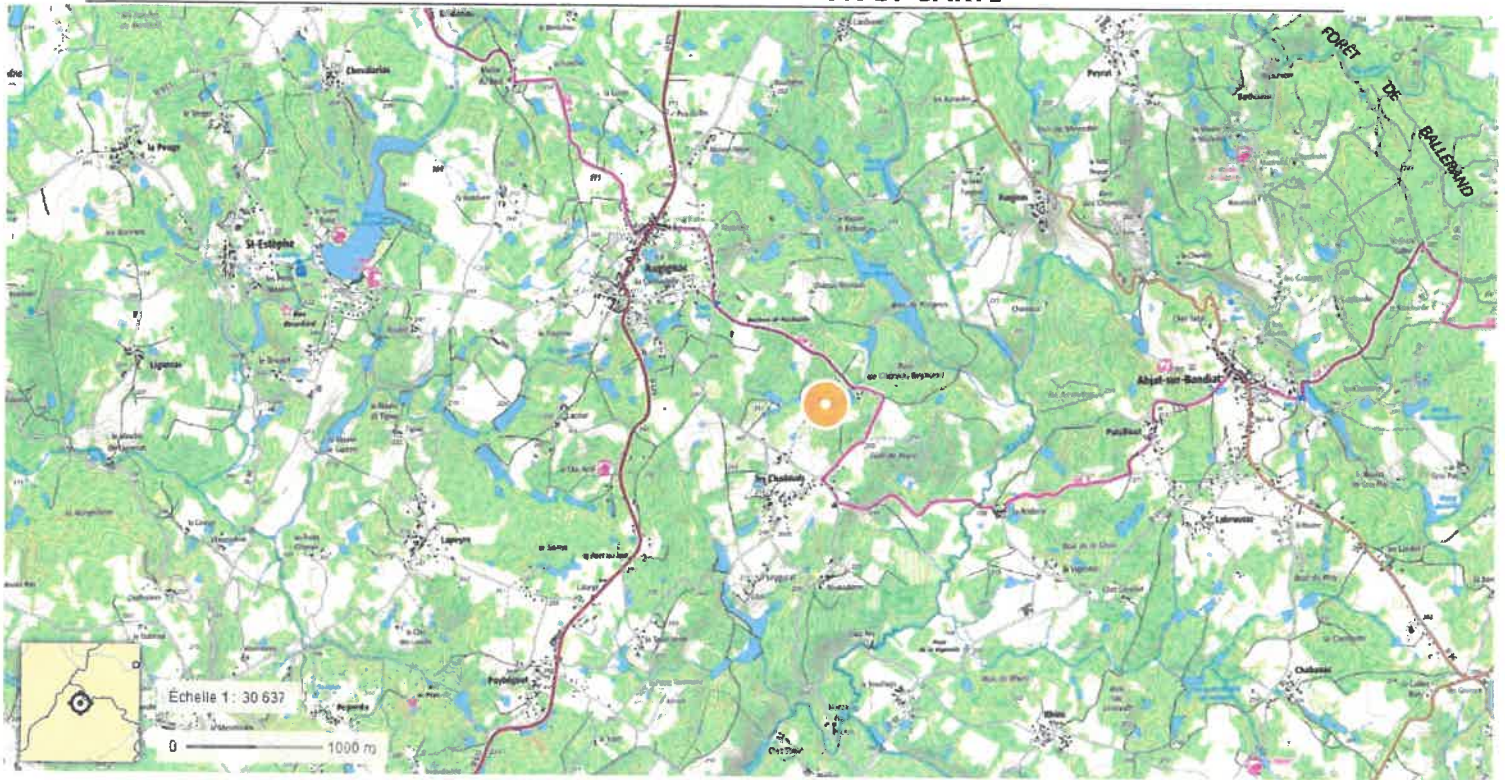
Pour le préfet et par délégation

  
La responsable du pôle  
Gestion des milieux aquatiques  
**Mathilde BALTERAK**

Liste des annexes :

- annexe 1 : plan de situation et carte représentant le plan d'eau

# ANNEXE 1 – PLAN DE SITUATION ET CARTE



Données cartographiques : © IGN +

# NOTICE D'INCIDENCE

## POUR LA VIDANGE D'UN PLAN D'EAU

### 1 – IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Nom, Prénom ou raison sociale du propriétaire : ( <i>N° SIRET</i> )	Nom du représentant légal : ( <i>Joindre l'autorisation écrite du propriétaire</i> )
Adresse postale :	Numéros de téléphone : ( <i>Fixe et portable</i> )  Adresse électronique :

### 2 – LOCALISATION DU PLAN D'EAU

Commune :	Lieu-dit et nom du plan d'eau :
-----------	---------------------------------



Coordonnées cadastrales : <i>(Joindre justificatif de propriété)</i>	Bassin versant <i>(Nom du cours d'eau récepteur des eaux)</i> :
Autres données utiles à la localisation :	

### 3 – PRÉSENTATION DU PROJET DE VIDANGE

#### 3.1 – Caractéristiques du plan d'eau

Date de création du plan d'eau :	Date de la dernière vidange du plan d'eau : <i>(joindre la déclaration associée)</i>
Références administratives :	Numéro d'enregistrement : <i>(cascade ou autre identification)</i>

Superficie du plan d'eau :	Volume estimé :
Mode d'alimentation du plan d'eau :	Nom du cours d'eau, catégorie piscicole :
Géométrie et granulométrie du cours d'eau en aval : <i>(Géométrie : largeur, sinuosité, pente / granulométrie : blocs, pierres, cailloux, graviers, sable, limon, argile)</i>	

### 3.2 – Description de l'opération de vidange

Personne responsable de la vidange : <i>(En cas d'intervention d'un pêcheur professionnel, fournir ses coordonnées et n° d'agrément)</i>	Objectif de la vidange :
Date de début de vidange (ouverture de la vanne) :	Date de la pêche (capture du poisson) :
Date début de remplissage (fermeture de la vanne) :	Durée prévisionnelle du remplissage :
Dispositif de maintien du débit réservé à garantir en aval du plan d'eau :	Fréquence et gestion des prochaines vidanges (5 ans maximum) :
Mise en assec :	Durée prévue de l'assec :

Équipements (à localiser sur un plan de masse) permettant la vidange et modalités de maîtrise du débit :

Ouvrages ou aménagements prévus pour retenir les matières en suspension, vases et boues :  
*(Les décrire précisément et les localiser sur un plan de masse)*

Modalités de récupération des espèces piscicoles et des crustacés :

<p>Les espèces présentes (<i>poissons et crustacés</i>) et leur destination :</p>	<p>Gestion du produit de la pêche :</p>
<p>Destination des carnassiers capturés sur les bassins de première catégorie piscicole :</p>	<p>Mesures de destruction des espèces indésirables :</p>

<p>Prévision de curage :</p>	<p>Volume approximatif à curer :</p>
<p>Mode opératoire et les analyses prévues :</p>	<p>Destination des matériaux de curage :</p>

## 4 – DOCUMENT D'INCIDENCE

### 4-1-1 État initial

Description de l'état initial de la zone de travail (*fournir des photos de la zone de travail avant la vidange*) :

Description du milieu récepteur (*fournir des photos du milieu récepteur avant la vidange*) :

### 4-1-2 Incidences prévisibles de la vidange

Matières en suspension :

Réchauffement de l'eau du ruisseau :

Augmentation du débit du ruisseau :

Faune et flore du ruisseau :

### 4-2 Incidences sur les sites Natura 2000

Existe-t-il un site NATURA 2000, impacté par la vidange :

Références du site :

Objectifs de conservation du site :

Évaluation des incidences :

#### 4-3 Compatibilité avec le SDAGE

Principales dispositions du SDAGE 2022 – 2027 liées aux vidanges de plan d'eau :	Compatibilité
<p>D25 : Renforcer la préservation et la restauration des têtes de bassins et des « chevelus hydrographiques »</p> <p>D30 : Préserver les milieux aquatiques et humides à forts enjeux environnementaux</p> <p>D41 : Éviter, réduire ou, à défaut, compenser l'atteinte aux fonctions des zones humides</p> <p>D44 : Instruire les demandes sur les zones humides en cohérence avec les protections réglementaires</p> <p>D45 : Préserver les espèces des milieux aquatiques et humides remarquables menacées ou quasi menacées de disparition du bassin</p> <p>D48 : Renforcer la vigilance pour certaines espèces particulièrement sensibles sur le bassin</p>	

#### 4-4 Mesures correctives

Préciser toutes les mesures correctives ou compensatoires envisagées pour chacune des incidences prévisibles signalées au chapitre 4-1-2 : (décantation, maîtrise du débit de vidange, suivi de la qualité des eaux pour les plans d'eau de plus de 3 ha ou si absence d'un système de décantation [matières en suspension < 1 g/L, ammonium < 2 mg/L, teneur en oxygène dissous ≥ 3 mg/L], maintien d'un débit réservé...)

## 5 – MOYENS de SURVEILLANCE de la VIDANGE

Description de la surveillance et la maîtrise de l'abaissement du plan d'eau :

Inspection des ouvrages après vidange :

## 6 – ÉLÉMENTS GRAPHIQUES et DOCUMENTS UTILES à la compréhension du dossier

Joindre les plans nécessaires à la localisation (*Plan au 1/25 000<sup>e</sup>, plan cadastral...*) :

Joindre les plans ou représentations graphiques des ouvrages abordés dans les paragraphes précédents :

Joindre les éventuelles autorisations des propriétaires riverains, notamment concernant les enjeux existants en aval :

À \_\_\_\_\_, le

(Signature du déclarant)